

## LA CONSCIENCE PROFESSIONNELLE DES AGENTS

Entretien avec Pierre Bitoun paru dans *Force ouvrière*, n°2536, du 3 octobre 2001

*Le principal argument de votre livre, « Eloge des fonctionnaires », est d'en « finir avec le grand matraquage ». Est-ce à dire que les fonctionnaires ont un réel besoin d'être « défendus » ? Depuis quand et contre qui ?*

Se moquer du fonctionnaire fait partie de notre culture et a produit d'authentiques chefs d'œuvre, comme les *Ronds-de-Cuir* de Courteline. Mais, avec les années 80, le discours prend une tonalité nouvelle, agressive, anti-humaniste, et une autre ampleur. L'offensive est mondiale, menée à grands renforts de moyens médiatiques, et les fonctionnaires deviennent de véritables boucs émissaires. Il s'agit de faire entrer dans les têtes, publiques et privées, les règles du capitalisme néo-libéral : pression à la baisse sur les dépenses de l'Etat, privatisations, précarisation de la main d'œuvre, réduction des droits sociaux. Et pour cela, on est prêt à user de tous les moyens, à droite bien sûr mais aussi, hélas, à gauche ! Des chiffres, sur l'emploi public ou le pouvoir d'achat des fonctionnaires, sont présentés de façon tendancieuse, voire fantaisiste. On diffuse des informations mensongères, à l'image des jours de grève qui seraient payés aux fonctionnaires ! Plus grave, on décrit comme « privilèges » des conquêtes sociales aussi fondamentales que la sécurité de l'emploi ou les retraites. C'est pour rendre justice aux agents de l'Etat et contrer cette offensive idéologique que j'ai écrit cet éloge. Pour qu'ils puissent, titulaires ou précaires, y puiser des arguments de défense et, surtout, de contre-attaque !

*Expliquer le rôle des fonctionnaires, leur statut, leurs missions, leurs conditions de travail et de rémunération... Est-ce utile pour l'ensemble des salariés ? (notamment en ce qui concerne les salaires, les retraites, la flexibilité, les 35 heures, etc.)*

Il y a un énorme effort de pédagogie à faire en direction du privé. Beaucoup trop de salariés ont une vision déformée de la condition des agents du public, qu'ils imaginent radicalement différente de la leur. Or, sur quantité de problèmes essentiels, tels que la pénurie d'effectifs, la médiocrité des salaires, les heures supplémentaires non payées, le passage aux 35 heures avec création d'emplois stables et sans flexibilité, les revendications sont très comparables, voire identiques. Beaucoup, aussi, n'ont pas compris que le discours anti-fonctionnaire est toujours à double détente : contre les agents de l'Etat d'abord mais aussi, finalement, au préjudice de tous. Prenez la stabilité de l'emploi. Plus on attaque les fonctionnaires sur leur garantie d'emploi, plus on voit la précarisation s'étendre. Dans la machine publique où 1,3 million, soit près de 25% des agents, sont aujourd'hui contractuels ou précaires. Et également dans l'ensemble de la société : de 1990 à 2000, les emplois stables n'ont augmenté que de 2% alors que l'intérim s'accroissait de 120% et les CDD de 60 %. Montrer que les conditions des salariés du public et du privé tendent à se rapprocher, expliquer qu'ils partagent des valeurs communes, comme le souci du travail bien fait, plus d'égalité et de solidarité, c'est aussi répondre au « grand matraquage » qui vise à diviser les salariés et à freiner les progrès du « Tous ensemble ».

*Au-delà du « grand matraquage » des fonctionnaires, n'est-ce pas le service public en général, dans ses fondements et concepts républicains « à la française », qui est en fait matraqué ? Dans quel(s) but(s) ? Quels sont les dangers ?*

La question du service public et de son avenir est en effet posée. Ce que cherchent les néo-libéraux, c'est bien sûr le maximum de privatisations. Dans le secteur public dit concurrentiel mais également, à plus ou moins long terme, dans le domaine dit régalién (police, justice, etc.). Mais l'idée est aussi, sans toucher forcément à la structure juridique de l'entreprise ou du service, de remettre en cause l'un des principes constitutifs du service public de type républicain, à savoir l'égalité d'accès et de traitement. Que préconise en effet dès aujourd'hui, en matière de prix et de types de services, l'Union européenne ? Débarrassé du langage abscons et hypocrite des textes de Bruxelles, le projet vise à adapter l'offre à « la société des trois classes » dans laquelle nous vivons : des prix et des services préférentiels pour les plus gros consommateurs ; des services corrects ou de qualité pour la classe moyenne mais qui seront de toute façon de plus en plus payants, incluant le contrecoup des tarifs accordés aux riches ; des prix minima pour un service au rabais, dit universel, pour les plus pauvres. Les dangers sont donc considérables et déjà manifestes, tant pour les salariés que pour les usagers : contractualisation, disparités croissantes de rémunération, retraite minorée pour les employés des sociétés privatisées ; dégradation de la qualité du service, atteintes aux règles minimales de sécurité, inégalités de traitement pour les usagers.

*Pour la réalisation de votre livre, vous avez rencontré de nombreux fonctionnaires des trois fonctions publiques (Etat, territoriale, hospitalière) Quelle image gardez-vous d'eux en tant qu'agents ? (soucieux de leurs missions ? manquant de moyens ? souffrant de leur image ?)*

A vrai dire, j'ai rencontré de tout : des gens qui ne se « foulent » pas trop, des petits ou moyens chefs qui ont intériorisé la logique du salarié-kleenex, des hauts fonctionnaires qui conservent le souci de l'intérêt général et bien d'autres, hélas, qui ont pris pour modèle Alain Minc ! Mais ce qui m'a surtout frappé, c'est, en dépit de salaires tout juste corrects, la conscience professionnelle et sociale de l'immense majorité. Sans elle, sans les efforts quotidiens accomplis pour pallier la pénurie de personnel et répondre aux besoins, sans les compétences, la bonne volonté, le temps pris sur la vie de famille ou les loisirs, où en seraient l'Ecole, l'Hôpital, la Police, la Justice, l'Environnement, la Recherche, en un mot la République ? On peut d'ailleurs se demander si les agents de l'Etat – comme les gens du privé d'ailleurs - ne se trouvent pas pris au piège de leur sens du devoir. Jusqu'où faut-il faire fonctionner un système de pénurie organisée par Maastricht et les marchés financiers ? Jusqu'où faut-il accepter de réparer les dégâts qu'une minorité d'ultra privilégiés infligent à la nature et aux hommes ? Tant que nous n'aurons pas réformé en profondeur « nos chères démocraties », on peut être certain que ces questions se poseront avec toujours plus d'acuité...